



Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

Hôpital Militaire de Kamenge

Un cas d'école

(page 3)



A l'Hôpital Militaire de Kamenge, il est prévu une mise à niveau de tous les services de façon que celui-ci l'HMK soit accrédité au niveau international.

TRANSPORT



Carburant

Les transporteurs et les distributeurs du carburant au four et au moulin (page 4)

AGRICULTURE



Secteur agricole

Défis du secteur agricole : « Wait and see »! (page 7)

ENVIRONNEMENT



Changements climatiques

Le Burundi subit de plein fouet les conséquences... (page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



Editorial

Les abandons scolaires, une bombe à retardement



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

fonds se poursuivent pour acheter des kits scolaires pour les plus démunis. Les Ongs locales et les associations caritatives se lancent dans une course contre la montre pour voler au secours des enfants issus des milieux défavorisés. Elles œuvrent pour que personne ne soit exclu de l'école. Il s'agit d'un idéal au vu des effectifs des déperditions scolaires.

Cela étant, la Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant (CIDE) stipule que « l'enfant a droit à l'éducation et l'Etat a l'obligation de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, d'encourager l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire accessibles à tout enfant et de l'assurer à tous ». (art.28). L'éducation est gratuite, mais elle n'est pas obligatoire. La politique de gratuité de l'éducation a permis d'augmenter le taux de scolarisation brut, mais elle a créé d'autres problèmes faute de mesures d'accompagnement.

D'après les informations relayées par nos confrères de la Radio Isanganiro, la seule province de Kayanza a enregistré plus de 19 000 abandons scolaires. Les élèves sèchent les cours parce qu'ils manquent de motivation pour étudier. D'autres se lancent dans des activités génératrices de revenus pour gagner quelque sous et finissent par quitter définitivement le banc de l'école.

Ces cas d'abandons scolaires amplifient l'exode rural. Cela risque d'aggraver la situation dans les agglomérations où les enfants en situation de rue sèment la terreur. Ils s'en prennent aux passants, les dépouillent de leurs biens et parfois les blessent. La décision de retirer les enfants de la rue a mis le feu aux poudres. Ils sont sur le défensif et sont prêts à tout. Au cours de cette semaine, près d'une centaine d'entre eux ont été interpellés par la police en mairie de Bujumbura. Des rafles ont été organisées dans divers quartiers de la capitale économique pour traquer ces criminels en deve-

nir qui rackettent les passants sans pitié ni remords.

A la veille de la rentrée scolaire 2022-2023, il importe de revenir sur les conclusions des états généraux de l'éducation tenu en juin dernier. L'objectif général des Etats Généraux de l'Education est de contribuer à résoudre les problèmes qui enlèvent le système éducatif burundais. Il était également question de proposer des stratégies de relance pour assoir la qualité, l'efficacité et l'efficience du secteur de l'éducation à tous les niveaux, peut-on lire sur le site du ministère en charge de l'éducation.

Le système éducatif reste confronté à plusieurs défis. Ce sont entre autres le problème de l'inadéquation formation-emploi, la démotivation du personnel enseignant, les effectifs pléthoriques d'élèves dans les classes, l'insuffisance des supports pédagogiques et didactiques, des laboratoires scientifiques et des bibliothèques, la révision intempestive

des programmes d'enseignement, le manque de vision claire du système éducatif national, etc.

Malgré les attentes, la grand messe de l'éducation s'est clôturée en queue de poisson. Les syndicalistes et le gouvernement ne sont pas parvenus à élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations formulées. L'amélioration des conditions de vie des enseignants et la revalorisation de carrière enseignante restent une préoccupation des enseignants. La mise en œuvre d'une politique salariale équitable à travers l'harmonisation des salaires est au point mort. Le test de niveau des enseignants aura aussi marqué l'année scolaire qui prend fin. Dans ces conditions, le vœu du gouvernement de bâtir un système éducatif performant pour un meilleur avenir du Burundi reste utopique. Il faudra mobiliser plus de moyens et impliquer tous les acteurs concernés par la question pour redynamiser le système éducatif burundais.

La rentrée scolaire approche à grands pas. Les élèves regagnent les salles de classe ce lundi 12 septembre 2022. Les parents s'activent à acheter le matériel scolaire et les uniformes pour leurs enfants. C'est un investissement colossal d'autant plus que les prix des cahiers explosent sur le marché.

Les campagnes de mobilisation des

Frontière Ruhwa : Le passage est libre

Dans une lettre du 29 août 2022 du ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique adressée à l'inspecteur général de la Police Nationale du Burundi (PNB), il lui est demandé d'instruire les responsables du domaine des migrations pour qu'ils puissent accorder une autorisation permanente d'entrée et de sortie à l'agence de transport dénommée « Mapassa Car Transit ». Cela en passant par la frontière de Ruhwa.

La lettre dont l'objet est l'autorisation permanente d'entrée et de sortie fait suite à une demande de « Mapassa Car Transit ». Cette agence de transport avait demandé une autorisation permanente d'entrée et de sortie au Burundi en provenance de la RDC via le Rwanda en faveur de ses clients Congolais et Burundais.

Ruhwa, cette frontière terrestre burundo-rwandaise avait été fermée il y a plus de deux ans. Le Rwanda avait décidé de rouvrir celle-ci de son côté en mars 2022.

Les activités de FNASEEB lancées



Jeudi le 1^{er} septembre 2022, la Fédération Nationale des Syndicats du Secteur de l'Enseignement et de l'Education du Burundi (FNASEEB) a lancé officiellement ses activités. Les principaux objectifs visés par la FNASEEB sont notamment la défense des intérêts socio-professionnels, matériels et moraux des membres des organisations syndicales affiliées. Cette fédération contribuera à la conception et la mise en œuvre des politiques éducatives initiées par le gouvernement.

La FNASEEB engagera le dialogue social pour prévenir les conflits sociaux ou trouver des solutions aux conflits déjà déclarés. Elle contribuera à la promotion d'une éducation de qualité pour tous. La liste des objectifs de FNASEEB n'est pas exhaustive.

Parmi les priorités de FNASEEB vient en avant la mise en œuvre de la politique salariale qui a débuté en 2016 par le processus d'ajustement salarial pour les enseignants et d'autres fonctionnaires à faibles revenus. Une autre priorité concerne la réglementation et la gestion de la Fondation pour le Logement des personnels de l'Enseignement (FLE).

La FNASEEB est constituée de quatre syndicats. Il s'agit du Syndicat des Travailleurs de l'Ecole Indépendante (STEIB), du Syndicat du Personnel Administratif et Technique de l'Université du Burundi (SPATUB). Il y a aussi le Syndicat des Travailleurs de l'Université du Burundi (STUB) et le Syndicat General du Personnel de l'Education du Burundi (SYGEPEBU). Et d'autres syndicats sont les bienvenus. Cela a été annoncé par Antoine Manuma, président de FNASEEB.

Une salle de conférence internationale pour bientôt ?



Une « Salle de Conférence Internationale » est en cours de construction au quartier INSS, zone Rohero en mairie de Bujumbura par l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA).

Pouvant accueillir 1400 personnes, le délais d'exécution des travaux de construction de cette infrastructure est de 7 mois selon Jean Pierre Gateretse, Commissaire Général de l'OBUHA. Cette salle de conférence internationale nécessitera sera construite avec un budget de 9 milliards de FBu.

La mise en chantier de cette salle intervient au moment où le Burundi figure parmi les pays qui ne possèdent pas un centre international de conférences pouvant accueillir les congrès, les séminaires, les expositions...

L'absence de cette infrastructure a été des défis soulevés dans le forum national sur le développement du Burundi tenu en novembre 2021. Pourtant, la construction de cette infrastructure peut transformer structurellement l'économie.

La rentrée scolaire fixée au 12 septembre

Le ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique fixe la rentrée scolaire 2022-2023 au 12 septembre 2022.

La note minimale retenue au concours national, édition 2022 est de 72/200 pour les apprenants qui vont fréquenter les lycées communaux et 120/200 pour les apprenants qui vont fréquenter les établissements publics à régime d'internat et ceux de la mairie de Bujumbura.

Taux de change du 01 Septembre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2027	2060
Euro	2030	2062
Shi. Kenyan	16,8950	17,1675
Shi. Tanzanien	0,8694	0,8834
Shi. Ougandais	0,5314	0,5400
Fr Rwandais	1,9627	1,9943

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

L'Hôpital Militaire de Kamenge en pleine rénovation

Contrairement à la plupart d'autres structures de soins publiques, l'Hôpital Militaire de Kamenge (HMK) se rénove progressivement et compte mettre en place un Bâtiment Imagerie-Chirurgie. Reportage

Nous sommes mercredi le 31 août 2022 à l'hôpital militaire de Kamenge. Vers 8 h, un reporter de Burundi Eco atterrit dans les enceintes de cette structure de soins de santé. A l'entrée, un mouvement de va et vient s'observe. Certains apportent de la nourriture aux malades. D'autres viennent pour leur rendre visite. Pourtant, pour arriver à destination, la patience est exigée. On est sommé de respecter certaines mesures barrières pour se protéger contre la Covid-19. On se lave d'abord les mains.

Et puis, les militaires qui montent la garde restent vigilants pour vérifier qu'on porte le masque. Et cet hôpital est vraiment propre si on se réfère à ce que te dictent les yeux. Il se rénove du jour au jour. Depuis l'entrée jusqu'à la sortie, la plupart des allées qui relient les infrastructures les unes aux autres sont pavées. Le parking des véhicules autant. Presque toutes les infrastructures sont peintes aux couleurs blanche et jaune. Moults chaises modernes sont installées devant presque tous les services pour permettre aux patients de s'asseoir dans l'attente d'être accueillis par les prestataires de soins.

Ir Désiré Nimpagaritse, chargé des infrastructures à cet hôpital indique que les travaux qui sont en train d'y être opérés répondent au slogan de cet hôpital qui est libellé ainsi : « Un bon accueil dans un hôpital propre et pour des soins de qualité ». C'est dans ce cadre que pas mal de projets ne cessent d'y être initiés, martèlement.

D'abord vers 2016, le Bâtiment Mère-Enfant (BME) a été construit pour permettre aux femmes enceintes d'accoucher dans de bonnes conditions. C'était aussi pour permettre aux enfants de moins de 5 ans de bien se faire soigner. Cette infrastructure de trois étages dispose de plus de 150 lits. Il est aussi doté de trois salles d'opération, confidentiel.

Le pavage, une stratégie pour rendre l'HMK plus propre

Les autres projets visant la modernisation de l'HMK sont entre autres le pavage de sa cour intérieure. Cela pour promouvoir l'hygiène



On compte ériger un Bâtiment Imagerie- Chirurgie (BIC) à l'HMK. C'est une infrastructure de 8 niveaux qui va abriter toutes les spécialités liées à la chirurgie.

et l'assainissement à cet hôpital, laisse entendre Nimpagaritse. Auparavant, pendant la saison des pluies, la situation était intenable. On pataugeait dans une boue mêlée avec les eaux de pluie. Et, pendant la saison sèche, la poussière envahissait les patients qui venaient se faire soigner. Elle pénétrait même à l'intérieur des bureaux. C'est pour cela que le projet de pavage des allées et des parkings est né pour inverser la tendance.

De surcroît, certains blocs ont été réhabilités et agrandis. Ce sont entre autres le bloc des urgences et de réanimation pour les adultes. Actuellement, les travaux de surveillance des patients par les prestataires de soins se déroulent bien. L'espace a été agrandi pour bien accueillir et soigner les patients. A ce service, on parvient à accueillir en même temps plus de 15 patients contre seulement 8 auparavant. On a aussi construit le bloc de la facturation. Et d'ajouter aussi que la morgue a été agrandie et sa capacité d'accueil est actuellement estimée à 30 corps sans vie.

Le projet de fabrication des frigos destinés à cette infrastructure mortuaire par cet hôpital lui-même n'a pas été relégué aux oubliettes. Et de préciser qu'il a été constaté que le coût des frigos fabriqués localement est minime par rapport à celui des frigos importés. Nimpagaritse se réjouit du fait que le Bureau Burundais de Normalisation et de Contrôle de la qualité (BBN) affirme haut et fort que ces frigos sont de bonne qualité. Et d'ajouter qu'un appareil qui produit de l'oxygène a été installé à l'HMK. Il est déjà opérationnel.



Certains blocs ont été réhabilités et agrandis. Ce sont entre autres le bloc des urgences et de réanimation pour les adultes.

Vers la mise en place d'un Bâtiment Imagerie-Chirurgie

Dans la même optique de rendre l'HMK une structure de soins de référence répondant bien aux normes sanitaires, on compte ériger un Bâtiment Imagerie- Chirurgie (BIC). C'est une infrastructure de 8 niveaux. Elle va abriter toutes les spécialités liées à la chirurgie. Elle comprendra le Scanner, l'Imagerie à Résonance Magnétique (IRM) et autres sortes d'exploration, la réanimation chirurgicale et médicale, la chirurgie orthopédique, cardio thoracique et vasculaire ainsi que le cathétérisme cardiaque. Il y aura aussi une unité de soins intensifs cardiologiques et les chirurgies viscérale, neurologique, ORL, ophtalmologique, maxillo-faciale, den-

taire et infantile. Et d'ajouter les hospitalisations chirurgicales, les services d'administration liés au bâtiment, une unité d'oncologie et une cuisine moderne diététique et un restaurant. Et de préciser que ce BIC sera une infrastructure qui répond à toutes les normes sanitaires à tel point que même les étrangers pourront la solliciter en cas de besoin.

Selon Nimpagaritse, cette innovation est venue pour alléger la souffrance des Burundais sur deux niveaux. Premièrement, les revenus des ménages seront un peu protégés. Deuxièmement, ils vont économiser leur temps. Il explique que si les prestataires jugent nécessaire le test d'IRM, le patient était contraint de se rendre dans l'un des pays limitrophes du Burundi comme le Rwanda pour faire le test. Et juste après, on retourne dans le pays pour que les prestataires de soins procèdent à l'opération. Et, quelques jours après, le malade se rendait encore dans ce pays pour se rendre compte de son état de santé.

Pour toutes ces raisons, la mise en place d'un BIC à l'HMK constitue une innovation qui vient au moment opportun même si récemment cette technologie médicale d'imagerie-chirurgie a été initiée à l'hôpital de référence de la province de Karusi.

Parmi les projets qui sont aussi en cours pour rendre l'HMK un hôpital attrayant figurent aussi l'installation des réservoirs d'eau suffisants et la pratique du système de forage pour éviter une probable pénurie d'eau une fois que surviendrait la coupure d'eau comme cela est devenu monnaie courante il y a un certain temps. Selon Nimpagaritse, la mise en place d'un système complémentaire dans l'approvisionnement en eau est une

urgence, car l'HMK s'agrandit du jour au jour. Et plus il grandit, plus le besoin en eau augmente.

Selon toujours lui, la bonne gestion des eaux usées et des déchets médicaux qui proviennent de cet hôpital est sur le plateau. Dans les meilleurs délais, on compte améliorer la gestion de ces eaux à tel point qu'il n'y aura plus d'eaux usées qui s'échapperont des enceintes de l'HMK. Quant à la gestion des déchets biomédicaux, on compte y installer un incinérateur de grande taille pour parvenir à brûler tous les déchets dans un délai très court. Un autre projet qui figure sur l'agenda des projets de l'HMK est de transformer la toiture de ses infrastructures couvertes de tôles autoportantes pour y mettre des tôles ondulées ou galvanisées. Selon Nimpagaritse, la raison est que les experts disent que les tôles autoportantes ont des effets nocifs sur

la santé humaine, car elles contiennent des produits cancérigènes.

Bref, selon Nimpagaritse, il est prévu une mise à niveau de tous les services de façon que l'HMK soit accrédité au niveau international.

Où trouve-t-il les moyens financiers ?

Au regard de la façon dont évolue l'HMK et que pas mal de gens se posent la question de savoir où cet hôpital tire les moyens financiers, le directeur des soins laisse entendre que les projets sont réalisés sur base des fonds propres de cet hôpital couplés avec quelques subsides de l'Etat et des partenaires techniques et financiers. Et de profiter de cette occasion pour demander un appui financier afin de pouvoir construire le BIC, car c'est une infrastructure qui nécessite beaucoup de milliards de FBu.

Les patients qui se sont entretenus avec Burundi Eco affirment que les infrastructures de l'HMK ne présentent pas beaucoup de lacunes. La propreté y est à saluer. Seulement, puisque cet hôpital est sollicité par beaucoup de gens, il arrive des cas où on manque de lits.

Notons qu'Annonciate Nahimana, chef «Nursing» signale que la capacité d'hospitalisation de l'HMK est estimée à plus de 400 malades. Et, pour les soins ambulatoires, on accueille par jour en moyenne des patients estimés à plus de 500. Seulement, les chiffres varient selon les services et les circonstances. Et le personnel de cet hôpital est estimé à environ plus de 600 unités, militaires et civils confondus.

Jean Marie Vianney Niyongabo



Le Bâtiment Mère-Enfant (BME) a été construit pour permettre aux femmes enceintes d'accoucher dans de bonnes conditions.

Les transporteurs et les distributeurs du carburant au four et au moulin

Les transporteurs estiment la durée de la pénurie du carburant à presque une année. Toutefois, ils reconnaissent que celle-ci s'est empirée à la mi 2022. Ils déplorent le travail à perte lié non seulement à cette pénurie, mais aussi aux charges liées aux nouvelles taxations. Les distributeurs du carburant, eux, se disent dérangés par le transport du carburant depuis les entrepôts de Gitega jusqu'à Bujumbura



La pénurie du carburant s'est constatée depuis octobre 2021 et s'est accentuée avec la mi 2022.

« Quelle chance ! Ou la situation se renormalise », s'exclame Abdu Karikurubu alors qu'il sautait dans un bus de type « Coaster » presque vide de passagers en provenance de Carama et qui prenait la direction du centre-ville de Bujumbura.

C'était le matin de mercredi le 31 août 2022. Habitant le quartier Bukirasazi de la zone Kinama, M.Karikurubu témoigne que cela faisait environ trois mois qu'il ne trouvait pas facilement un moyen de transport à l'arrêt bus de Kanga où il est habitué à embarquer.

Charles Ntirampeba, secrétaire général de l'Association des Transporteurs du Burundi (ATRABU) reconnaît que cela fait deux jours que le carburant de type mazout est disponible.

« Par contre, trouver le carburant de type essence est toujours un casse-tête », déplore-t-il.

Un mal ne vient pas seul

M.Ntirampeba témoigne que la pénurie du carburant s'est constatée depuis octobre 2021 et s'est accen-

tuée avec la mi 2022. Ce qui impacte le travail des transporteurs.

Pour lui, dans les trois derniers mois, un véhicule pouvait passer six à sept jours à la recherche du carburant. « Imaginez un bus de type Coaster qui passait sept jours sans rouler alors qu'il faisait rentrer dans les caisses du propriétaire au moins 150 mille Fbu par jour, soit un million 50 mille Fbu par semaine. Ce qui est une perte énorme », s'inquiète M.Ntirampeba avant de rappeler que dans ce cas, il est impossible de payer les loyers, d'acheter les pièces de rechange dont le prix est en hausse, de rembourser les crédits, de payer les conducteurs et les rabatteurs...

Par contre, le secrétaire général de l'ATRABU fait remarquer que le transporteur est toujours obligé de remplir son devoir, à savoir : le paie-

ment de l'assurance tous les trois mois, faire le contrôle technique, payer les frais de stationnement, la redevance, rembourser les crédits...

Et d'alarmer : « Avec le budget général, exercice 2022-2023, on vient de réinstaurer la taxe sur le transport rémunéré. Les contribuables œuvrant dans le secteur du transport étant demandés de venir régulariser leur situation avec le fisc au plus tard le 15 octobre 2022. Cela au moment où le secteur est défaillant ».

Selon toujours M.Ntirampeba, cette nouvelle taxe trimestrielle réinstaurée prévoit un paiement de 39 mille Fbu pour les camions de moins de sept tonnes, 54 mille Fbu pour les camions de sept à dix tonnes, 81 mille Fbu pour les camions de plus de dix tonnes, 54 mille Fbu pour les bus d'une capacité de plus de

35 places, 39 mille Fbu pour les bus d'une capacité de plus de 18 places à 35 places, 24 mille Fbu pour les bus d'une capacité de 12 à 18 places, 20 mille Fbu pour les taxi-voitures et 15 mille Fbu pour les tricycles et les motos.

En cas de défaillance, la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales stipule que lorsque le montant de l'impôt qui figure dans la déclaration d'impôt ou dans la note d'imposition n'est pas payé dans le délai légal, le contribuable est passible d'une amende égale à 10% du montant de l'impôt dû.

Les distributeurs du carburant réclament

Ally Gaterekwa, conseiller financier de la station Oilex de Nyakabiga informe que cette station s'est appro-

visionné en carburant dans le stock de la Regideso de Gitega ce mardi 30 août 2022.

Cependant, il se lamente que le coût du transport du carburant de Gitega à Bujumbura est élevé, soit entre 50 Fbu et 60 Fbu par litre de carburant, ce qui fait une marge bénéficiaire d'entre 10 et 20 Fbu par litre. Cela sans considérer d'autres dépenses. Le souhait est que le coût du transport soit revu à la baisse ou qu'on installe des entrepôts à Bujumbura.

« A toutes ces doléances, Jean Albert Manigomba, directeur général de la Regideso tranquillise. Il explique qu'un stock de carburant est en train d'être érigé dès ce mercredi dans le quartier Asiatique, en mairie de Bujumbura », lit-on sur le compte twitter de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB).

Dans un communiqué de la Regideso du 25 août 2022, cette société à 100 % étatique et qui de nature régit l'eau et l'électricité a porté à la connaissance de toutes les stations-services que cette société dispose d'un stock de carburant à vendre au parc pétrolier de Gitega. Les responsables de cette société ont signalé que celle-ci a la capacité d'importer 20 millions de litres de carburant par mois. La quantité nécessaire par mois étant de 25 millions de litres.

On peut donc conclure que dans les conditions normales, la consommation du carburant est estimée à 1 million de litres de carburant par jour, soit 30 millions de litres de carburant par mois, approximativement 6 000 camions citernes. D'où pour faire face à la pénurie du carburant, il faut donc d'abord remplir les entrepôts de tout le pays.

Mélance Maniragaba

PUBLICITE

Jibu : La Grande rentrée



Cela fait maintenant trois semaines que la Campagne Jibu de la rentrée scolaire bas son plein.

Que ce soit sur les réseaux sociaux, à la radio vous avez sans doute eu vent de cette grande activité.

A la veille du tirage au sort de la tombola, nous avons voulu connaître les grandes lignes qui ont marqué cette campagne :

« L'objectif de cette campagne marketing comme vous le savez était de soutenir les parents avec du matériel scolaire et d'autres cadeaux

pour la rentrée. Nous avons donc choisi de faire passer ce message de façon amusante avec une vidéo de Magali Burundi qui est très appréciée des enfants.

Je dois avouer que le feedback très positif des internautes nous a beaucoup marqué.

De plus, bon nombre de nos clients qui participent à la promotion, nous ont témoigné leur satisfaction quant à cette initiative en leur faveur.

Une danse éclair « flash mob » a par ailleurs été organisée en Centre-ville sous le thème « La rentrée scolaire avec Jibu » les citoyens s'y sont joints avec enthousiasme et dans un esprit « bon enfant » nous confie Mme Inès Hakizimana, co-directrice de Jibu Products Burundi SPRL.

Soulignons que le tirage au sort aura lieu ce vendredi 02/09/2022 en présence de Magali et de Mr Jibu.

Décidément, cette rentrée scolaire promet d'être riche en couleurs avec Mr Jibu, l'ami fidèle des enfants.



Amélioration du climat des affaires : le chantier reste encore vaste

La problématique d'accès au crédit, le mauvais état des infrastructures, la non digitalisation des services, des avantages fiscaux laissant de côté les investisseurs locaux sont quelques défis qui rendent défavorable le climat des affaires au Burundi. Les experts proposent de renforcer la qualité des institutions et la bonne gouvernance



Pour améliorer le climat des affaires, les experts proposent de renforcer la qualité des institutions et la bonne gouvernance.

Des pas appréciables ont été franchis, notamment en ce qui est du cadre légal et réglementaire. Ce sont entre autres le code des investissements, la création depuis 2012 d'un bureau chargé du dialogue public-privé à travers lequel des questions trouvent des solutions... précise Denis Nshimirimana, secrétaire général de la Chambre Fédérale du Commerce et de l'Industrie du Burundi (CFCIB) lors d'une conférence-débat sur le climat des affaires au Burundi organisée le 26 août 2022 par le Club d'Ouverture et la Recherche Economique regroupant les étudiants de l'Université du Lac Tanganyika. Toutefois, il affirme que les défis de taille persistent.

Des entreprises mortes, une réalité

La problématique des entreprises mortes inquiète plus d'un. Chaque année, l'Agence de Développement du Burundi (ADB) enregistre un nombre non négligeable d'entreprises créées. De juin 2021 à juin 2022, 4974 entreprises ont été enregistrées à l'ADB. Elles étaient au nombre de 5105 pour l'année 2020-

2021. Mais sur terrain, ces entreprises ne sont pas visibles. Les raisons sont simples, selon Prof Léonidas Ndayizeye. Le Burundi occupe une bonne place pour le critère « création d'entreprises ». Au niveau de l'ADB, il est possible de créer une entreprise dans deux heures parce qu'il y a un guichet unique où tous les services nécessaires sont disponibles.

Selon les dernières données sur les différents critères du Doing Business de la Banque Mondiale, le Burundi occupe la 44^{ème} place sur le critère « création d'entreprises » sur 190 pays. Mais il se classe parmi les derniers pour d'autres critères. Il occupe la 184^{ème} place pour le rac-

cordement à l'électricité, 176^{ème} place pour l'accès au crédit, 143^{ème} place pour la protection des petits investisseurs, 140^{ème} place pour le paiement d'impôts et taxes, 169^{ème} place pour le commerce transfrontalier, 158^{ème} place pour la solidité des contrats, etc.

Un code des investissements lacunaire

M. Nshimirimana précise néanmoins que le code des investissements promulgué en 2020 souffre tout de même de quelques imperfections. Il déplore que ce code privilégie les investisseurs étrangers par rapport aux investisseurs locaux.

Selon lui, pour bénéficier des avantages du code des investissements, un investissement de 500 mille USD est exigé. Une somme jugée élevée par le secrétaire général de la CF-CIB. « C'est plus d'un milliard de FBu. On a privilégié les investisseurs étrangers alors que le Burundi regorge de milliers de chômeurs ». Il rappelle qu'au Burundi, les grands contribuables sont ceux qui ont un chiffre d'affaires annuel de 700 millions FBu et ils ne sont que 700.

Toutes les observations et commentaires émis lors de sa préparation ont été élagués et n'ont pas été tenus en compte, fait savoir M. Nshimirimana. Pour lui, il fallait rester dans l'esprit du code des investissements de 2010 où un investissement de 100 millions de FBu, soit 50 mille USD était exigé.

Pour Denis Nshimirimana, dans l'esprit de la création de la banque des jeunes et de celle des femmes, il fallait adapter le code des investissements pour que des jeunes regroupés en associations ou dans des coopératives qui cherchent un crédit de 200 millions puissent accéder aux avantages du code des investissements.

Le difficile accès au crédit

Le manque de financement est une autre problématique non négligeable. L'accès au crédit reste difficile. « Pour accéder à un crédit d'un milliard de FBu, il faut que mes hypothèques totalisent au moins 1,5 milliards de FBu. On vous donne à peine 60% de la valeur de vos expertises. Alors qui sont capables dans ce pays de totaliser des hypothèques

de ce montant ? », se demande-t-il. Cela veut dire qu'il faudrait au moins avoir 4 villas à Mutanga Nord ou Gasekebuye.

La non digitalisation, un autre mal

« La non digitalisation des services pose également problème. A l'Office Burundais des Recettes (OBR), nous faisons la queue et nous perdons plus de 6 heures lors de la déclaration des impôts et taxes. Il faut d'abord remplir les formulaires physiques, aller payer à la banque, revenir avec la quittance pour qu'un agent de l'OBR puisse saisir les données dans la machine », déplore M. Nshimirimana. Cela alors que dans d'autres pays comme le Kenya tous les services sont en ligne. « Là, on gagne du temps et cela réduit la corruption ».

Un autre défi est celui des infrastructures physiques, notamment les routes et les usines. Le Burundi fait également au déficit énergétique. Il évoque aussi les barrières non tarifaires. Pour lui, il est déplorable d'être contrôlé 5 fois en mairie de Bujumbura sur une distance de 15 km. Au lieu d'installer des barrières policières sur chaque km en ville, il faut imaginer des types de vignettes pour montrer qu'une personne a été contrôlée.

Pour améliorer le climat des affaires, les experts proposent de renforcer la qualité des institutions et la bonne gouvernance. Ils proposent également de miser sur l'éducation.

Bruce Habarugira

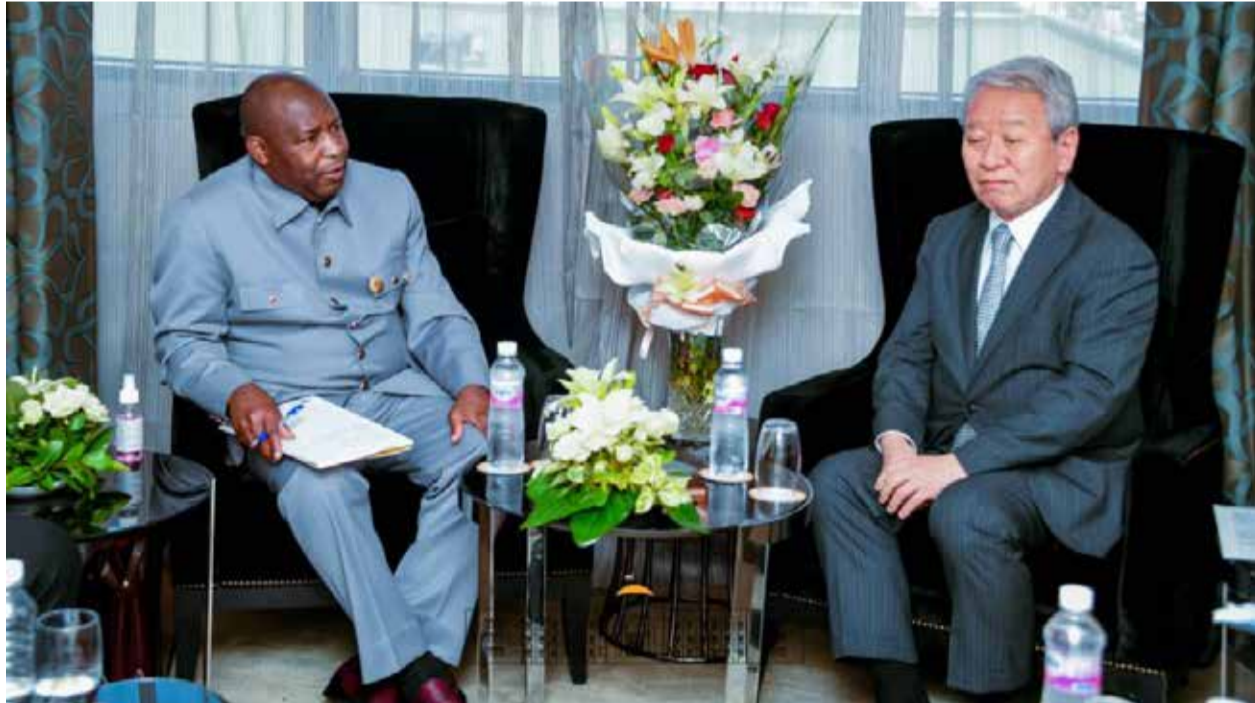
COOPERATION

Coopération Nippo-Burundaise : A quoi le Burundi peut-il s'attendre ?

Dans le cadre de la conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique, huitième édition (TICAD 8), le Japon a promis à l'Afrique des investissements à la hauteur de 30 milliards USD au profit des secteurs de la croissance verte, de la santé, de l'éducation, des ressources humaines, de l'agriculture et de la promotion des investissements. A quoi le Burundi peut-il s'attendre ?

30 milliards USD sont des investissements que le Japon apportera à l'Afrique au cours de ces trois prochaines années. Cette somme profitera aux secteurs de la croissance verte, de la santé, de l'éducation, des ressources humaines, de l'agriculture et de la promotion des investissements. Cela a été annoncé par M. Yoshimasa Hayashi, ministre des Affaires Étrangères et envoyé spécial du Premier Ministre japonais Fumio Kishida. C'était lors de la huitième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8) qui s'est tenu à Tunis, du 27 au 28 août 2022.

Cette conférence a vu la participation des officiels, des hommes d'affaires, des organisations internationales et des dirigeants de 48 pays dont une délégation burundaise conduite par le Président de la République Evariste Ndayishimiye. En marge de cette conférence, le Chef de l'Etat burundais s'est entretenu avec différentes hautes personnalités. Cela a été une bonne occasion pour le Burundi de présenter



La TICAD 8 a été une bonne occasion pour le Burundi de présenter les différents projets d'avenir nécessitant un soutien du Japon, son partenaire de depuis plus de 60 ans. (Photo: Ntare House)

les différents projets d'avenir nécessitant un soutien de ce partenaire de depuis plus de 60 ans.

Quels sont les projets phares pour le Burundi ?

Dans son entretien avec le ministre japonais des Affaires Étrangères Yoshimasa Hayashi, le président Ndayishimiye a émis le souhait de consolider la coopération Nippo-Burundaise dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures, du sport et de l'exploitation minière. Parmi les projets jugés prioritaires et défen-

sus par le Président de la République du Burundi figure celui de construction d'une autoroute reliant la capitale économique Bujumbura et la capitale politique Gitega. La construction d'un barrage d'irrigation dans la plaine de la Rusizi pour optimiser la sécurité alimentaire au Burundi et l'aménagement intégré du littoral du lac Tanganyika, vu que celui-ci est susceptible de générer des revenus dans le secteur touristique ont été également jugés prioritaires.

Un autre projet consiste en la construction des centres régionaux de formation technique, profes-

sionnelle et de perfectionnement à l'image de celui en cours de construction à Karusi. Il a également sollicité l'appui technique du gouvernement japonais dans l'exploitation du sous-sol burundais. Le Président Ndayishimiye n'a pas manqué de souligner que le Burundi est à la traîne en ce qui est des stades pour différents jeux. Sur ce, il a demandé au gouvernement japonais une aide pour la construction d'un stade moderne pouvant accueillir différents jeux. Le ministre Yoshimasa Hayashi a indiqué que ces projets collent avec leur champ de travail et a promis l'appui matériel et financier de son gou-

vernement, surtout pour les projets visant la jeunesse. « Le Japon veut se développer au même pas que ses pays partenaires », fait-il savoir. Le Japon compte, à cette fin, appuyer la formation technique et professionnelle des jeunes.

Une occasion pour la consolidation de la coopération Nippo-Burundaise

En marge de la TICAD 8, le Président Evariste Ndayishimiye s'est également entretenu avec Sergio Pimenta, Vice-président de la Société Financière Internationale, sur les moyens de développer les chaînes de valeur au Burundi, d'améliorer le cadre des affaires et d'accroître les capacités de production des entreprises locales comme la Sosumo. Parmi les projets phares qui bénéficient d'une attention particulière de cette institution figurent les études de faisabilité et d'évaluation des besoins en énergies au Burundi pour promouvoir le secteur minier, l'industrie agro-alimentaire, le financement des PME et le commerce extérieur.

Rappelons que la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) est un forum international sur le thème du développement en Afrique. Elle se déroule normalement tous les 3 ans depuis 1993. Le Burundi a déjà bénéficié de différents projets émanant de la TICAD, entre autres le projet de réhabilitation et de modernisation du port de Bujumbura qui est en cours d'exécution.

Florence Inyabuntu

Mairie de Bujumbura

Le délai d'évacuer les animaux domestiques déjà expiré

L'administration de la mairie de Bujumbura rappelle que le délai d'évacuer les animaux domestiques concernés comme le bétail, les porcs, les moutons et les chèvres a expiré lundi le 29 août 2022. Pour l'exécution de la mesure, l'administration de la commune Ntanganwa annonce qu'elle est en train de chercher une fourrière pour ces animaux afin d'être mis en vente publique.



Depuis lundi le 29 août 2022, les vaches, les porcs, les chèvres et les moutons devraient être évacués de la mairie de Bujumbura.

Après notre passage dans l'après-midi de ce mardi 30 août 2022 dans la zone Cibitoke de la commune Ntanganwa en mairie de Bujumbura, des traces des cordes qui attachaient les chèvres se remarquaient à la 7^{ème} avenue. « La propriétaire de ces chèvres a déménagé vers Maramvya dans la commune Mutimbuzi, province de Bujumbura. Elle avait peur d'être expropriée de ses animaux domestiques », lâchaient les voisins.

A la quatrième avenue de la même zone, une chèvre avec ses petits qui était gardée par une femme broutait les herbes ayant poussé au bord de l'avenue.

A Carama, dans la cellule I, des béléments et des grognements se font toujours attendre. Cela au moment où les propriétaires de ces bêtes ne cessent de les évacuer vers les communes de la province Bujumbura.

Les propriétaires des animaux domestiques avisés

« Par référence à la loi n°1/21 du 4

octobre 2018 en ses articles 11, 15, 23, 25 et 29 et par référence aux messages auxquels les administrateurs communaux ont demandé aux éleveurs d'évacuer les animaux domestiques en mairie de Bujumbura et aux délais y afférents, le Maire de la ville accorde un autre délai d'une semaine pour évacuer ces animaux », lit-on dans un communiqué du samedi 20 août 2022 de la Mairie de Bujumbura.

L'article 11 indique qu'il est interdit d'élever des ruminants en milieu urbain. L'article 15 annonce que l'élevage des porcs est interdit en milieu urbain. Cela au moment où l'article 23 signale qu'il est interdit

dans la circonscription urbaine la divagation sur la voie publique et dans la propriété d'autrui des bovins, des ovins, des caprins, des porcins et de la volaille. L'article 25, à son tour, parle que l'administrateur communal, sur proposition de l'autorité vétérinaire, peut ordonner la mise en fourrière de tout animal en état de divagation dont le propriétaire n'est pas identifié ou dont le gardien refuse d'obtempérer à l'injonction de l'agent qualifié de ramener le bétail en son lieu de stationnement ou de circulation autorisé.

L'article 29 fait remarquer que les animaux mis en fourrière non réclamés dans un délai de huit jours

peuvent être mis en vente publique par l'autorité ayant ordonné la mise en fourrière, suivant un avis de vente affiché le huitième jour au bureau de cette autorité.

La vente ne peut intervenir avant le dixième jour à compter de l'affichage.

Le délai d'exécution de cette mesure devrait commencer à être respecté à partir du lundi 29 août 2022.

Le non-respect de la mesure sera sanctionné conformément à la législation, selon toujours ce communiqué.

La commune Ntanganwa à la recherche d'une fourrière

Dans le but de faire respecter la loi, l'administration de la commune Ntanganwa avise qu'elle est à la recherche d'une place pour collecter ces bêtes (fourrière). Une fois collectées, celles-ci seront acheminées vers l'abattoir. L'argent généré par ces bêtes sera versé sur le compte de la Mairie de Bujumbura afin d'être affecté aux travaux de développement communautaire.

Jeudi le 16 août 2018, l'Assemblée Nationale du Burundi a voté à l'unanimité le projet de loi relatif à la stabulation permanente et à l'interdiction de la divagation des animaux domestiques et de la basse-cour au Burundi. La loi y relative est entrée en vigueur au mois d'octobre 2021.

La chasse aux animaux domestiques dans la capitale économique Bujumbura ne date pas d'aujourd'hui. En 2006, les éleveurs ont été intimés l'ordre d'évacuer des milliers de bétails alors qu'ils étaient accusés de causer des accidents de roulage et de dégrader l'environnement. En 2021, les éleveurs de porcs installés au bord de la rivière Ntanganwa ont été sommés de quitter les lieux. Ces animaux étaient décriés par l'administration municipale qui estimait qu'ils nuisaient à l'environnement et qu'ils polluaient la rivière Ntanganwa.

Mélance Maniragaba

EDUCATION

Les CEM et CFP appuyés par Enabel plus performants

Sur plus de 12 000 lauréats formés dans les centres d'enseignement des métiers (CEM) et centres de formation professionnelle (CFP) appuyés par Enabel depuis 2017, plus de la moitié ont trouvé de l'emploi. Et les CEM et CFP qui ne bénéficient pas de cet appui ne sont pas performants.

Enabel en collaboration avec le ministère en charge de l'éducation a procédé vendredi le 26 août 2022 à la remise des conventions de subsides pour l'année scolaire 2022-2023 à 15 centres d'enseignement des métiers et centres de formation professionnelle appuyés par la coopération belgo-burundaise. Ce sont entre autres le CEM Kinama, CFP Gatete, CEM Bubanza CEM Gihanga, CFP Karurama, CEM Mabayi, CFP Muramvya, CEM Bwoga, CFP Gitega, CEM Mugutu, CEM Karusi, CFP Muyinga, CEM Gitaba et CEM Cankuzo.

Selon Abou El Mahassine Fassi-Fihri, représentant résident de l'Enabel, ces subsides permettent à ces centres d'assurer le fonctionnement de l'administration et des organes de gestion du centre, de fournir les consommables des formations pratiques des filières d'enseignement des métiers et d'ouvrir de nouvelles filières de formation. De plus, ils permettent d'effectuer des visites de partages d'expérience avec d'autres centres, institutions et entreprises, de couvrir les bourses des stages pour environ 1300 élèves par an, d'effectuer le suivi de stages par les cellules

d'insertion et de construire des partenariats avec les artisans et entreprises locales ainsi que d'assurer la maintenance des infrastructures et équipements existants.

Selon toujours lui, les métiers enseignés sont la couture, la maçonnerie, la soudure, la mécanique, l'électricité, la plomberie, la transformation agro-alimentaire, l'hôtellerie-restauration, l'agri-élevage ainsi que les TIC et la Bureautique. Et sur plus de 12 000 lauréats formés dans ces CEM et CFP depuis 2017, il se réjouit que plus de la moitié ont pu trouver de l'emploi.

Seulement 18 CEM et CFP appuyés par Enabel

Malgré cet appui de la part de l'ambassade de Belgique, Abou El Mahassine s'inquiète du fait que les CEM et CFP appuyés sont insignifiants par rapport à ceux qui existent déjà estimés à plus de 200. Pourtant, les études montrent que les CEM et CFP appuyés par Enabel sont plus performants. Le directeur de l'un des CEM appuyés par Enabel affirme que cet appui a contribué beaucoup plus à l'amélioration des compétences des CEM et CFP. « Nos centres sont devenus des centres de référence régionale. « On nous appuie dans 4 axes qui sont entre autres la gouvernance et le pilotage scolaire, la qualité de la formation et la qualification professionnelle, l'insertion et le partenariat avec le secteur privé, l'infrastructure et l'équipement ainsi que l'autonomisation, la communication et l'attractivité », fait-il remarquer.



Abou El Mahassine Fassi-Fihri, représentant résident de l'Enabel : « Ces subsides permettent à ces centres d'assurer le fonctionnement de l'administration et des organes de gestion du centre ».

Le directeur général de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle se réjouit de l'appui du royaume de Belgique dans la promotion de l'enseignement des métiers car, depuis 2015, la Belgique a injecté un montant de 15 millions d'euros dans ce secteur. Selon lui, malgré ces bonnes initiatives, certains défis persistent. Ce sont entre autres le manque de personnel qualifié et d'équipements. Il demande aux autres partenaires de lui emboîter le pas pour combattre avec énergie le chômage.

Selon toujours lui, la raison est qu'il a été constaté que ceux qui terminent leurs études dans

l'enseignement général ne trouvent pas facilement de l'emploi. Pour inverser la tendance, appuyer ces centres est une nécessité comme le PND 2018-2027 le précise. Pour les lauréats qui s'inquiètent du fait qu'ils ont du mal à affronter l'enseignement supérieur technique, ce DG éclaircit que le cadre national de qualification et de certification permet aux lauréats qui en éprouvent le besoin et qui le méritent de continuer leurs études jusque dans l'enseignement supérieur technique. Seulement, on doit terminer d'abord le CEM et le CFP. Et on passe un test qui autorise à franchir les étapes suivantes dans l'enseignement supérieur.

De plus, une autre initiative visant

la promotion de l'enseignement des métiers est qu'il y a actuellement une ligne budgétaire destinée aux CEM et CFP chaque année. Et chaque fois qu'on recrute le personnel dans le secteur de l'éducation, 30% de ce personnel est destiné à l'enseignement des métiers.

Notons que l'ambassadeur du royaume de Belgique au Burundi a précisé que les 15 CEM et CFP appuyés par Enabel bénéficient à travers les conventions de subsides d'un financement direct de 737 000 euros, soit plus d'1 milliard 600 millions de FBu pour la période d'août 2022 à décembre 2023.

Jean Marie Vianney Niyongabo

La reprise de l'abattage des bovins réussira-t-elle à doper le prix de la viande ?

Un mois après la reprise de l'abattage des bovins et des petits ruminants, le coût de la viande reste élevé. C'est par rapport au coût de la viande pendant la période d'avant l'interdiction de la consommation de la chair de vache suite à la fièvre de la vallée du Rift qui attaquait les bovins. En plus de cela, même le coût de la viande de porc qui constituait une alternative, n'a pas baissé malgré le retour de la viande des ruminants sur le marché

La reprise de l'abattage des bovins et des petits ruminants a lieu il y a de cela un mois. A ce jour, dans la quasi-totalité des marchés de la ville de Bujumbura, la viande est disponible. Mais son prix reste élevé par rapport à l'époque d'avant la fièvre de la vallée du Rift, car un kilo de viande coûtait entre 11 000 FBu et 13 000 FBu. Or, actuellement, ce n'est pas le cas. En date du 31 août 2022, un reporter de Burundi Eco a visité différents marchés de Bujumbura, entre autres le marché de Kamenge, le marché de Jabe, le marché de Ruvumera, etc. La viande de type « umososo » coûte entre 14 000 FBu et 15 000 FBu le kilo et la viande dite « cangacanga » s'achète à 12 000 FBu le kilo. Et dans différents bistrot de Kamenge dans la commune Ntahangwa, la viande de porc coûte 14 000 FBu le kilo.

Les commerçants de la viande expliquent que n'eût été le prix imposé par les administratifs de la mairie de Bujumbura quand il s'est manifesté une spéculation accrue sur la vente de la viande pendant les premiers jours de la reprise de l'abattage des vaches, il est difficile



Le coût de la viande reste élevé malgré la reprise de l'abattage des bovins il y a de cela un mois.

que le prix de la viande baisse. La raison est que les marchés de bétails sont toujours fermés. En conséquence, les commerçants des animaux s'arrangent pour les trouver dans les ménages de l'intérieur du pays. En plus de cela, la pénurie du carburant influe négativement sur le coût du transport des vaches ou des chèvres voire de la viande.

La viande de porc a constitué une alternative et son coût a explosé

L'abattage des animaux a été interdit depuis le deuxième trimestre de l'année 2022. Ce n'est que le 3 août 2022 que le gouvernement du Burundi a levé cette interdiction. Au cours de cette période, les amateurs

de la chair de vache se plaignaient du fait que cette denrée était devenue rare et chère. En particulier, la viande de bovin et de petits ruminants était difficilement trouvable à Bujumbura comme à l'intérieur du pays. Pas mal de personnes qui avaient l'habitude d'en consommer ont préféré la viande de porc ou de poulet comme alternative. Raison

pour laquelle les consommateurs de la viande de porc sont devenus nombreux. Cela s'explique par les prix de cette viande qui se sont envolés dans un laps de temps. A titre illustratif, avant que la fièvre de la vallée du Rift n'attaque les vaches au Burundi, la viande de porc coûtait entre 8 000 FBu et 12 000 FBu le kilo dans la ville de Bujumbura. Mais avec l'interdiction de l'abattage des bovins, le coût de la viande de porc a explosé à tel enseigne qu'un seul kilo a atteint 16 000 FBu.

Depuis le mois d'août 2022, le gouvernement du Burundi a autorisé la reprise de l'abattage des vaches et des petits ruminants. C'était un ouf de soulagement chez les consommateurs de la viande. Ils espéraient un léger mieux surtout au niveau des prix. Mais la réalité a été différente. Par exemple, dans la ville de Bujumbura, des spéculations sur la viande ont été observées dans différents marchés sauf que l'administration locale est intervenue pour réguler les prix de la viande. Au moment où le prix de la viande dite « umososo » était à plus ou moins 13 000 FBu le kilo avant l'interdiction de l'abattage de la viande, il fallait avoir plutôt une somme de 18 000 FBu pour s'en procurer pendant les premiers jours de la reprise de l'abattage des alors qu'un kilo de viande de la seconde qualité dénommée « cangacanga » s'achetait à 15 000 FBu. Vu la situation qui prévaut et dans le but de protéger les consommateurs, l'administration municipale a imposé de ne pas dépasser 14 000 FBu par kilo pour la viande dite « umososo » et 12 000 FBu par kilo pour la viande dite « cangacanga ».

Gilbert Nkurunziza

AGRICULTURE

Défis du secteur agricole : « Wait and see » !

Au moment où l'année 2022 a été dédiée à l'agriculture par le Chef de l'Etat, la matérialisation de son souhait semble ne pas se concrétiser. En plus de la production agricole qui ne couvre pas les besoins alimentaires, les agriculteurs de différentes provinces font face au manque de fertilisants FOMI et de semences sélectionnées. Le Premier Ministre propose l'extension de l'usine FOMI

La production agricole nationale ne couvre que 65% des besoins alimentaires. 35% des besoins doivent être importés, selon Dr Janvier Désiré Nkurunziza lors d'une conférence-débat organisée par la Banque Centrale sur le financement de l'économie.

Pour cet expert, les terres burundaises sont très fertiles, mais trop petites (0,5 ha par ménage). « Mais le pays peut produire plus en augmentant la productivité de ses terres ». Dr Nkurunziza propose de passer par l'irrigation. « L'irrigation à elle seule peut doubler la production agricole », affirme-t-il. Cela pourrait être un atout, car les montagnes du Burundi regorgent de beaucoup d'eau (rivières et lacs).

Cet économiste suggère également l'utilisation des engrais et des semences sélectionnées. Mais pour cette année 2022, les agriculteurs se sont heurtés à des défis de manque de fertilisants et de semences.

Les parlementaires tirent la sonnette d'alarme

Lors de la présentation du rapport semestriel (Janvier à juin 2022) des réalisations du gouvernement devant les parlementaires réunis en congrès par Alain Guillaume Bunyoni, Premier Ministre le 12 août 2022, les députés et sénateurs se sont inquiétés de l'insuffisance des Fertilisants Organo-Minéraux (FOMI) et des semences sélectionnées qui a caractérisé l'année 2022. Cela alors que les agriculteurs avaient déjà payé les avances. Selon le député Jean Baptiste Sindayigaya, dans une commune de la province de Bubanza, la population a même déclassé le véhicule de l'administrateur par excès de colère. Ce représentant du peuple se demande pourquoi alors la société FOMI ne délivre pas à temps l'engrais déjà payé à l'avance. « Dans le secteur agricole, avec contre-saison d'une semaine (retard), les récoltes sont automatiquement mauvaises », explique le sénateur Jean Marie Nibirantije avant d'insister sur l'insuffisance des semences sélectionnées.

Une production insuffisante

Le Premier Ministre reconnaît cette problématique. Il affirme que la production des engrais FOMI est insuffisante par rapport à la demande. « Actuellement, les agriculteurs qui recourent à l'usage de l'engrais sont nombreux comparativement à ceux des années passées. » Cela grâce à la sensibilisation de la part des hautes autorités. Les agriculteurs



L'irrigation à elle seule peut doubler la production agricole. Cela pourrait être un atout, car les montagnes du Burundi regorgent de beaucoup d'eau.

sont regroupés dans des coopératives et exploitent de vastes étendues de cultures ». Des hypothèses soutenues par le ministre en charge de l'agriculture, lors de sa visite dans la commune Gishubi de la province Gitega le 15 août. Et d'ajouter: « Les cadres et hauts cadres du gouvernement qui, auparavant, ne cultivaient pas possèdent actuellement de vastes étendues de champs de cultures », indique Dr Déo-Guide Rurema en dénonçant également les spéculations qui se font dans le domaine des engrais. « Des commerçants corrompent les agriculteurs en leur faisant commander des quantités énormes d'engrais ne correspondant pas à l'étendue de leurs

champs. Cela pour enfin les revendre à des prix exorbitants et clandestinement. Certains ont été pris en flagrant délit ». Les commerçants n'ont pas le droit de commercialiser l'engrais FOMI.

M. Bunyoni dénonce aussi la mauvaise organisation des cadres chargés de l'agriculture dans les provinces. Il arrive que le peu d'engrais qui existe n'arrive pas à temps à la population. Mais son souhait le plus ardent est que ce dernier défi ne se reproduise plus. Des mesures drastiques ont été prises pour venir à bout de cette problématique.

Sur la problématique des semences sélectionnées, il pointe du doigt l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) qui ne délivre pas comme il faut les semences sélectionnées ou qui délivre des semences de mauvaise qualité. « Le ministère en charge de l'agriculture pris cette question en main et prépare lui-même les semences. Utilisant les mêmes procédés que l'ISABU, par exemple pour le maïs, nous avons eu des semences de bonne qualité ».

Vers deux extensions ?

Pour Bunyoni, il est nécessaire que d'autres hommes d'affaires investissent dans la production des engrais et des fertilisants, car les matières premières sont disponibles au pays. Il appelle également la société FOMI étendre son usine de production. Au même moment, la société FOMI est en train d'implanter une filiale à Dodoma en Tanzanie pour un investissement de 180 millions USD.

Deo-Guide Rurema confirme que la problématique de l'insuffisance des fertilisants ne va plus se produire dans les prochaines saisons. « Nous avons pour le moment des estimations réelles des besoins des agriculteurs ». Ceux qui n'ont pas bénéficié des engrais vont être indemnisés.

La saison culturale 2023 A approche à grand pas. Les premières gouttes de pluies commencent à tomber. Attendons la saison culturale 2023 A et nous allons évaluer.

Bruce Habarugira

Commune Gishubi

Les boissons Brarudi, un luxe dont ne peut s'offrir que les initiés

Les Burundais sont des amateurs de bière par excellence. A part le vin de banane brassé d'une manière artisanale, les produits Brarudi jouent un rôle déterminant dans l'épanouissement de la soif des férus de la sainte mousse. Malheureusement, les boissons Brarudi sont devenues rares, onéreuses et luxueuses surtout à l'intérieur du pays. Un petit tour dans la commune Gishubi de la province Gitega nous en dit long



Avec la pénurie des produits Brarudi, le fait de trouver une bouteille de bière dans un des bistrot de la commune Gishubi est une chance. (Photo : Bureau Communal)

Des bistrot dépourvus de bière !

Dans le centre de Nyabiraba, les bistrot à boissons alcoolisées y sont multiples. Mais, est-ce que la bière y coule à flot ? Nous entrons dans un bar pour vérifier. A l'intérieur du bistrot, plus ou moins cinq individus sont assis sur des bancs, mais personne n'a une bouteille en main, sauf qu'ils sont concentrés sur leurs téléphones. « Ici, il n'y a pas de produits Brarudi. Les boissons de cette société sont rares dans cette commune. Même les quelques mini dépôts de ces produits sont servis occasionnellement. En conséquence, les citoyens lambda ne peuvent pas avoir de quoi boire », indique le serveur du bar. Et d'ajouter : « Si les détenteurs des bistrot se débrouillent pour trouver les boissons ailleurs par exemple dans

la province de Mwaro ou dans la commune de Makebuko, dans ce cas, le prix d'une bouteille de bière doit augmenter. A titre illustratif, une bouteille de bière Primus doit s'acheter à pas moins de 2000 FBu et une bouteille d'Amstel 65 cl coûte entre 2500 FBu et 3000 FBu. Mais dans ce cas, l'administration locale intervient et impose les prix officiels. Sinon, les détenteurs du bistrot sont soumis aux sanctions ».

Vu la situation qui prévaut et compte tenu des dires du serveur, il est presque impossible de trouver de quoi boire. Nous sommes obligés de quitter le lieu pour aller vers notre destination finale : au chef-lieu de la commune Gishubi (environ 7 km à parcourir). Dans dix minutes, nous voici arrivés à cet endroit. Là-bas, les bistrot sont légion. Malheureusement, ils ne disposent pas de boissons de Brarudi. Pourtant,

nous apprenons qu'il y a certains détenteurs de bistrot qui ont quelques bouteilles de bière. Mais ils ne servent pas n'importe qui. La prudence oblige ! Ils les donnent à une personne de confiance. Celle qui ne pourrait pas les dénoncer aux administratifs locaux, car ces boissons sont vendues au-delà du prix officiel.

Le commerce clandestin n'est pas rentable

« Nous vendons paisiblement les boissons de la Brarudi quand le mini dépôt de ces produits est servi. Ces boissons durent au plus deux jours et par la suite les bars tarissent. Nous vivons ce calvaire pendant une ou plusieurs semaines en attendant un autre camion qui va servir les dépôts des grossistes », confie un commerçant des produits Brarudi

rencontré près du chef-lieu de la commune Gishubi. « Si un commerçant parvient à avoir par exemple un casier de Primus ou d'Amstel à un prix un peu élevé, il est obligé de vendre la bière clandestinement à un prix élevé aussi pour dégager sa marge bénéficiaire. Malheureusement, on ne peut pas se développer quand le commerce est fait dans de telles conditions », regrette-t-il. En conséquence, ajoute-t-il, même les personnes qui organisent des fêtes familiales ne peuvent pas avoir des boissons pour agrémenter les invités.

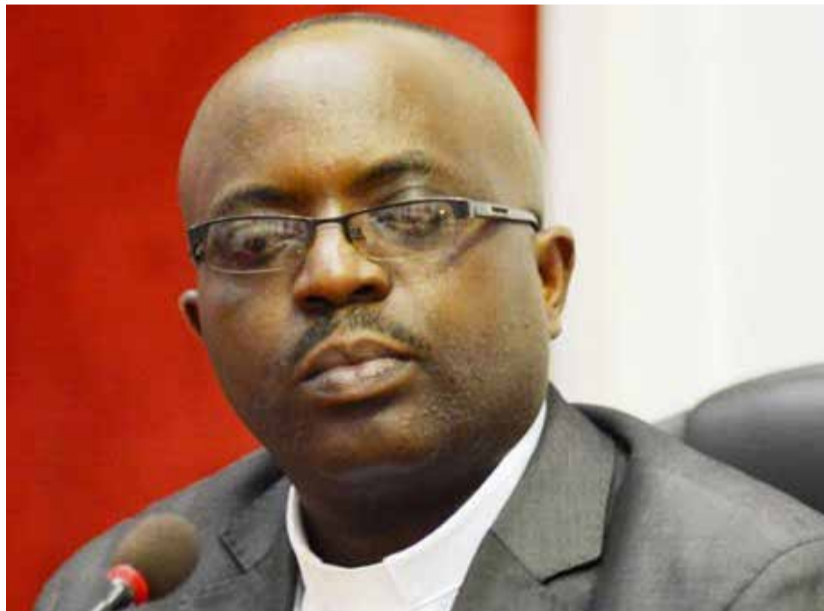
« Les dépôts des produits Brarudi implantés dans la commune sont servis une fois par semaine ou une fois toutes les deux semaines. Malgré tout, l'administration locale s'est engagée à combattre toute forme de spéculation sur les boissons de la Brarudi. Pour ce faire, nous organisons régulièrement des réunions avec toutes les parties concernées dont les commerçants des boissons et la population pour leur faire comprendre que malgré la pénurie des produits Brarudi, aucune personne n'est autorisée à les vendre au-delà des prix officiels », indique Marie Chantal Nduwayezu, administrateur de la commune Gishubi. En plus de cela, elle avertit qu'un commerçant qui sera surpris en train de spéculer sur les produits Brarudi, il sera sanctionné conformément à la loi. Cette autorité communale rappelle que la pénurie des boissons Brarudi s'observe partout dans le pays et que la commune de Gishubi n'est pas épargnée.

Gilbert Nkurunziza

INTEGRATION REGIONALE

Le Burundi dans l'EAC, profit ou perte ?

Quinze ans après son adhésion à l'EAC, (Juillet 2007 – juillet 2022), le Burundi n'est pas encore sur les mêmes rails que les autres pays membres de cette communauté. Sa faiblesse en termes d'exportation, le non utilisation de la langue anglaise, manque de stratégie de se vendre constituent un vrai handicap à son intégration. Il risque d'être englouti par les gros poissons



Père Désiré Yamuremye, analyste des politiques internationales : « Ce qui est politiquement pensé n'est pas toujours économiquement réalisable ».

naie étrangère, commente père Yamuremye.

Toutefois, il explique que les pays faibles économiquement perdent dans le marché commun. « Dans le principe de marché commun, c'est pousser un pays à disposer d'une économie exportable. La richesse d'un pays réside en termes de ses exportations. Un pays qui vit de l'import vide en conséquence ses réserves en devises », explique-t-il.

Cela pose la question de savoir ce que le Burundi exporte ou qu'est-ce qu'il veut exporter. Le marché économique est comme un éléphant. Ça avale celui qui n'a pas et ça avantage celui qui a. L'analyste ajoute : « Quand tu regardes très

bien dans le groupement Est-Africain, le Kenya gagne plus que les autres Etats parce qu'il est plus avancé économiquement si on analyse le PIB ».

Le Burundi ne joue que la carte de libre circulation des marchandises

Les intérêts des Burundais au sein de l'EAC se résument par les facilités dans la circulation et l'achat des biens dans les pays membres à des prix abordables.

Le Burundi peut jouer sur la libre circulation des marchandises. La démographie burundaise étant un des freins à l'expansion l'économie burundaise, la libre circulation des

personnes est un avantage pour le Burundi. « Le Burundi a une démographie galopante. Si les gens peuvent se mouvoir et se déplacer vers les autres pays membres de la communauté et y habiter, cela se présente une solution »

La peur du risque à l'origine de la sous occupation des postes techniques

Ce n'est qu'un secret de polichinelle. Les postes techniques dans l'EAC sont moins occupés par le Burundais. Pour Père Yamuremye, il faut analyser les faits du point de vue sociologique. Selon toujours lui, les Burundais n'aiment pas trop le risque par rapport à d'autres pays membres de la Communauté Est-Africaine. L'autre handicap qu'il évoque est qu'ils n'ont pas encore compris que la langue anglaise est devenue une langue incontournable si on veut entrer en compétition avec les autres peuples.

L'analyste se demande ainsi quelles sont les énergies que les burundais sont en train de fournir pour mériter ces postes ? Il faut que les jeunes générations apprennent à s'ouvrir. « Ce qui nous manque nous les Burundais c'est l'esprit de tenter, d'essayer et avoir cette attitude d'aventure, argumente-t-il. Anthropologiquement parlant, il affirme que les Burundais aiment dépendre trop de la famille que de dépendre de leur propre énergie.

« Qui ne voudrait pas de la RDC ? »

La RDC vient de recevoir la carte

d'adhésion à la communauté et la Somalie a déjà présenté sa candidature. Père Yamuremye estime que c'est une opportunité que la Somalie et la RDC intègrent dans l'EAC. Il explique que n'eût été la guerre, ces deux pays sont extrêmement riches. En ce qui concerne la RDC qui n'a pas suivi toutes les étapes d'intégration, père Yamuremye commente : la RDC est plus attrayante et convoitée. Qui ne voudrait pas de la RDC ? ».

Il signale que le Kenya était le premier à vouloir que la RDC adhère à l'EAC communauté de façon. La simple explication est que le Kenya était plus présent depuis longtemps en RDC et qu'il avait déjà goûté à ses fruits. Là où on ouvre les frontières, on donne l'occasion d'investir librement.

« Je pense que la récente entrée de la RDC dans la communauté devrait être un avantage pour le Burundi et pourrait permettre de booster l'économie burundaise », dit-il. Etant donné que c'est un pays qui connaît des crises socio-économiques énormes, la RDC a une économie nationale faible, mais une économie individuelle riche qui pousse les individus à venir ce qu'ils cherchent au Burundi n'ont pas chez eux.

Le marché commun est une étape à franchir pour arriver à la création d'une monnaie unique et enfin à la fédération politique. Sur ce, l'analyste répond : « Ce qui est politiquement pensé n'est pas toujours économiquement réalisable ».

Dona Fabiola Ruzagiriza

Adhérer à une communauté est un choix politique. Comme l'explique Père Désiré Yamuremye, analyste des politiques internationales, en soi c'est une bonne idée et un avantage. « Qui ne voudrait pas se mettre ensemble avec des amis », commente-t-il. Dans un autre point de vue, c'est un désavantage parce que le pays doit dépenser en termes de cotisations.

« Je pense que si on profiter économiquement de l'amitié créée par l'intégration, c'est un avantage. Mais si c'est juste pour entrer et envoyer certains fonctionnaires sans aucune résultante économique pour le pays, ça ne servira à rien », affirme-t-il.

Le marché commun, un éléphant qui avale les faibles

Le marché commun est la troisième étape vers l'intégration effective du bloc de l'Est. Si le marché commun était bien organisé, cela aurait constitué un moyen qui permettrait aux Etats membres de la communauté Est-Africaine de contourner la mon-

Le Burundi subit de plein fouet les conséquences liées aux changements climatiques

Des milliers de personnes se sont déplacées de force suite aux inondations inédites qui ont frappé la plaine de l'Imbo en 2021. Les femmes et les enfants en sont les premières victimes. Sans assistance, ces catégories de personnes abandonnées à elles-mêmes sont un signe éloquent d'une injustice climatique. Nous sommes allés à la rencontre des sinistrés du site de déplacés dit « Sobel ». Reportage...



Quelques sinistrés du site Sobel se mobilisent pour recevoir une assistance.

C'était aux environs de 10 heures quand nous avons débarqué à l'entrée du site Sobel abritant des milliers de déplacés des zones Gatumba et Kajaga. S'étendant sur plusieurs hectares, ce site se situe à quelques kilomètres de la ville de Bujumbura. Il suffit d'arriver à cet endroit pour se rendre compte de la situation de pauvreté totale qui y sévit. A notre arrivée, quelques enfants se sont précipités sur nous. Ils étaient en haillons et leurs petits corps chétifs levaient le voile sur leur situation. Ceux-ci ont eu la malchance de mener une vie semblable à celle des sans-abris. A cette heure, les hommes sont rarement rencontrés sur le site. Un petit garçon d'environ 4 ans dont le visage est couvert de larmes est assis au milieu d'un sentier battu à quelques mètres de l'entrée menant à l'intérieur du site. Personne ne se soucie du sort de cet enfant.

Une vieille maman vient chasser un petit garçon qui nous demanda de l'argent. « A la maison ! Ne t'ai-je pas interdit de demander de l'argent aux passants ? », lance-t-elle agitant un bâton dans la main gauche alors que le petit gamin s'éloigne tout inquiet. Selon cette vieille dame, la mère de l'enfant est partie le matin chercher la ration à l'extérieur. Un peu plus loin, au milieu des rangées de cabanes, quelques femmes sont occupées à tresser les cheveux à d'autres.

A l'intérieur du site, tout laisse transparaître une image d'un milieu difficilement vivable. Certaines cabanes sont cadencées. Pour celles qui ne le sont pas, on peut regarder à l'intérieur à travers des portes hermétiquement fermées. Il n'y a presque rien. Seulement quelques petits bidons servant à puiser de l'eau et quelques ustensiles de cuisine. Se promener dans ce milieu, c'est côtoyer la misère.

A la différence des réfugiés ordinaires, ceux-ci n'ont pas fui la guerre. Ce sont que des victimes du

changement climatique qui a causé la montée brusque du niveau des eaux du lac Tanganyika.

Elles sont se condamnées parfois à vivre de la mendicité ou à verser dans la pudicité. Alors que la COP27 approche à grands pas, les victimes des effets du changement climatique augmentent.

Les femmes et les enfants plus pénalisés

« La vie est trop dure pour les femmes vivant ici. Elles n'ont pas de soutien solide », affirme Fanny Ndayishimiye, une jeune femme mère de 4 enfants. Auparavant, elle vivait dans la zone de Gatumba. Cette femme venait de se séparer d'avec son ex-mari quand les inondations ont frappé. Aujourd'hui, elle doit se battre pour élever ses enfants qui sont encore en bas âge. Elle témoigne. « La vie devient très compliquée quand on est seule avec des enfants », indique-t-elle. En effet, il faut sortir du site pour trouver un job, si insignifiant soit-il. Malheureusement, les femmes célibataires ou divorcées passent le gros de leur temps à garder leurs enfants. Elle affirme surtout que beaucoup de femmes vivent ces situations. Pire encore, certaines d'entre elles se voient abandonnées par leurs maris ici même au site. « Il y a déjà eu des maris qui, partis à la recherche de la ration ne reviennent pas, préférant s'unir avec d'autres femmes à l'extérieur. D'autres pratiquent la polygamie ici même », explique Ndayishimiye.

Elle affirme que certains enfants partent demander l'aumône. Quant



La vie est trop dure pour les femmes vivant au site Sobel. Elles n'ont pas de soutien solide.

aux femmes et filles, elles sont parfois tentées par l'échange des faveurs sexuels contre l'argent. Alors qu'elle parlait, sa fille de 3 ans arrive en pleurant. Elle veut de la nourriture, mais Ndayishimiye n'a pas allumé le feu cet avant-midi. L'avenir des enfants est fortement plombé par la pauvreté. Beaucoup d'entre eux abandonnent l'école à cause de la faim et du manque de kit scolaire.

L'injustice climatique devrait focaliser l'attention du monde

Si tout le continent africain produit

seulement 4% de CO2 en moyenne dans le monde, elle n'est pas épargnée par les sécheresses et les inondations dues au réchauffement climatique. Cela alors que les pays pauvres ne sont pas à la hauteur de soutenir une résilience contre les effets du changement climatique.

Au Burundi, le gouvernement et les ONGs se sont visiblement heurtés à un problème de fonds pour assister les victimes. Selon Rénilde Ndayishimiye, experte en environnement, l'engagement des pays grands pollueurs de soutenir financièrement les pays en voie du développement afin de pouvoir faire face au changement climatique n'a pas été honoré. Lors de son intervention en marge des activités de sensibilisation à la résilience contre le changement climatique organisées au site Sobel par l'ONG Pathfinder International en juin 2022, l'experte a rappelé que la résilience est incontournable dans la lutte contre le changement climatique. Elle a cependant souligné que l'entrepreneuriat de la femme lui permettrait de faire face aux aléas climatiques.

Malheureusement, le manque de soutien financier met à mal l'éducation à la résilience pour les victimes. D'après une femme entre les deux âges interrogée au site dit Sobel, il est très difficile pour certaines femmes pensionnaires de ce site d'apprendre un métier. Cette femme qui gagne de temps en temps quelques sous dans la broderie témoigne. « Nous avons commencé à apprendre à d'autres femmes comment on exerce ce métier, mais elles n'avaient pas de temps pour participer aux séances », indique-t-elle. Selon cette femme qui a requis l'anonymat, il n'est pas possible de

participer à une formation non payante alors qu'on n'a pas la ration du soir pour les enfants.

Les dirigeants africains prêts à agir ?

La question liée à l'injustice climatique est à l'agenda de la COP27, mais l'effectivité des conclusions de ce forum sur le climat sème encore le doute. A la Semaine africaine du climat qui s'est ouverte lundi le 29 août à Libreville en marge de la préparation de la COP27, des voix d'indignation se sont faites entendre. Le président Gabonais Ali Bongo trouve aberrant le fait que le continent africain est décrit par les experts du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) comme le continent le plus vulnérable alors qu'elle possède tous les atouts nécessaires pour un développement durable. « La croissance agricole mondiale a

ralenti en raison du changement climatique et l'Afrique est la région la plus touchée avec une réduction de 34% de la croissance de la production agricole.

Au-delà de 2°C de réchauffement, les dommages subis par l'agriculture africaine augmentent rapidement même si des efforts d'adaptation sont déployés », a expliqué Dr Christopher Trisos, un des principaux coordonnateurs du rapport du GIEC interrogé par le journal Afrique Renouveau.

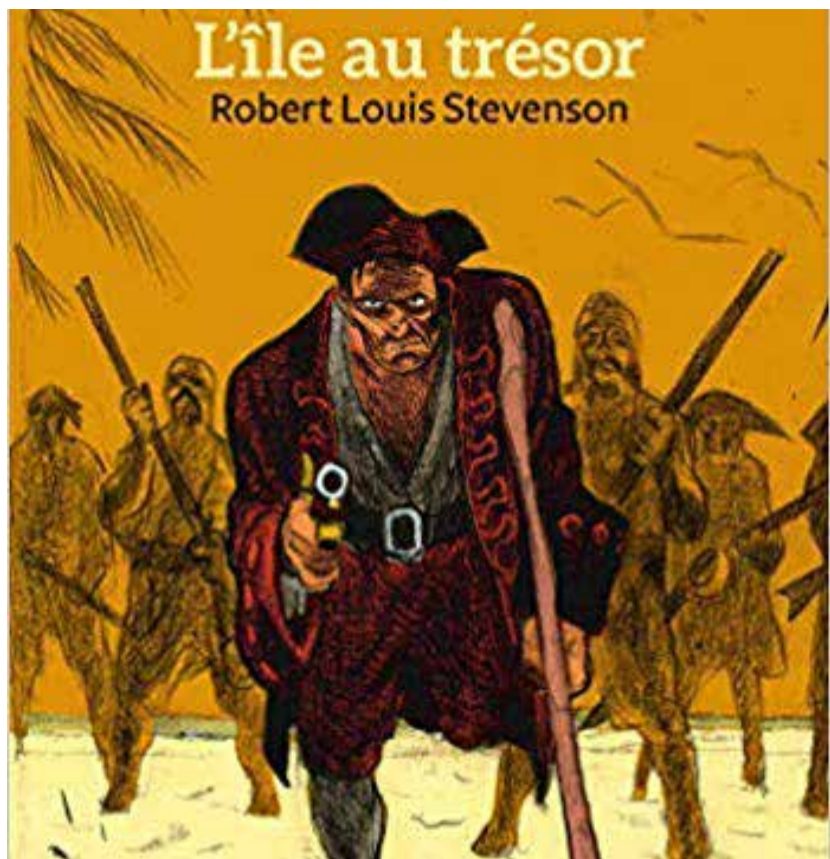
Lors de la COP21 qui a eu lieu à Paris en 2015, les dirigeants mondiaux s'étaient engagés à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C jusqu'en 2100 par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle. Il fallait donc, selon les mêmes conclusions, le limiter à 1,5 °C. Malheureusement, les prévisions de l'Organisation météorologique mondiale montrent que la planète s'oriente plutôt vers un réchauffement de 2,5 °C à 3 °C

Pour le président Bongo souvent considéré comme un défenseur de la politique favorable à la protection de l'environnement, les Africains devraient s'unir pour défendre l'environnement. « Le moment est venu pour nous, Africains, de prendre notre destin en mains », a-t-il lancé à ses confrères. Cependant, la question liée à l'injustice climatique qui persiste entre les pays devrait trouver une solution durable. Les Etats devraient aussi prendre en considération les cas des groupes sociaux vulnérables pour une résilience climatique plus juste.

Jonathan Ndikumana



Rénilde Ndayishimiye, experte en environnement : « L'engagement des pays grands pollueurs de soutenir financièrement les pays en voie du développement afin de pouvoir faire face au changement climatique n'a pas été honoré ».



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

– Tu n'en sais rien ?... Est-ce donc une tête que tu as sur les épaules, ou bien un hublot ? s'écria John Silver. Tu n'en sais rien ? Sais-tu seulement avec qui tu causais tout à l'heure... Voyons, tâche de te rappeler un peu... Te parlait-il voyages, capitaines, navires ?... Qu'était-ce enfin !

– Nous causions punitions à fond de cale, dit Morgan d'un air hébété.

– Vraiment ? C'est là de quoi vous causiez ? Vous auriez difficilement trouvé un sujet qui vous convint mieux à tous les deux !... Allons, va t'asseoir, vieux marsouin !... »

Et tandis que Morgan regagnait sa place, John Silver me dit à l'oreille :

« Ce Morgan est un brave homme, mais quelle hûtre !... Et maintenant que j'y pense, reprit-il plus haut, ce Chien-Noir... Non, je ne connais pas ce nom, mais j'ai comme une idée que j'ai déjà vu le requin quelque part... Oui, je me rappelle maintenant. Il est venu deux ou trois fois avec une espèce d'aveugle... »

– Précisément ! m'écriai-je tout ému.

L'aveugle en était aussi, de la bande. C'était un nommé Pew.

– Juste ! reprit John Silver, très agité. C'est bien ainsi qu'il s'appelait... Encore un qui n'avait pas l'air de valoir grand-chose !... Si seulement nous pouvions pincer ce Chien-Noir, voilà une nouvelle qui ferait plaisir au capitaine Trelawney... Ben court très bien... Peu de marins courent aussi bien que Ben !... S'il nous le ramène, nous allons rire ! Ah ! il parlait fond de cale !... Eh bien ! il en tâtera, du fond de cale. »

Tout en parlant ainsi, il allait et venait dans la salle, en sautant avec l'aide de sa béquille, donnant de grands coups de poing sur les tables, et au total montrant une indignation de bon aloi qui aurait suffi à convaincre un juge de Bowstreet ou d'Old-Bailey. Mes soupçons venaient de se réveiller en trouvant Chien-Noir à LongueVue, et j'étudiais de près notre cuisinier.

Mais il était trop malin pour se trahir, ou j'étais trop jeune pour voir qu'il jouait un rôle. Quand les deux hommes partis à la poursuite du fuyard revinrent, hors d'haleine, en déclarant qu'ils avaient perdu sa trace dans la foule, et quand j'eus

assisté à la scène que leur fit à ce sujet John Silver, je me serais porté caution pour lui devant tous les tribunaux du monde.

« Convenez, Hawkins, que je n'ai pas de chance ! me dit-il en revenant vers moi. Ce qui m'arrive n'est-il pas absurde ? Que va penser de moi le capitaine Trelawney ? Avoir chez moi, dans ma maison, ce damné fils de Hollandais en train de boire mon meilleur rhum !... en être immédiatement averti par vous !... et le voir me glisser entre les mains !... C'est trop fort !... Mais je compte un peu sur vous, Hawkins, pour porter témoignage en ma faveur auprès du capitaine.

« Vous n'êtes qu'un enfant, c'est vrai, mais vous avez autant de cervelle qu'un homme. Je l'ai vu d'abord quand vous êtes entré. Mais aussi, à quoi suis-je bon, avec cette vieille béquille ? Quand j'étais jeune et que j'avais mes deux jambes, je vous réponds que je l'aurais amarré, le Chien-Noir, et qu'il n'aurait pas été long à se voir orné d'une paire de bracelets !... mais maintenant !... »

Tout d'un coup il s'arrêta, et sa mâchoire tomba comme si quelque chose lui revenait à la pensée.

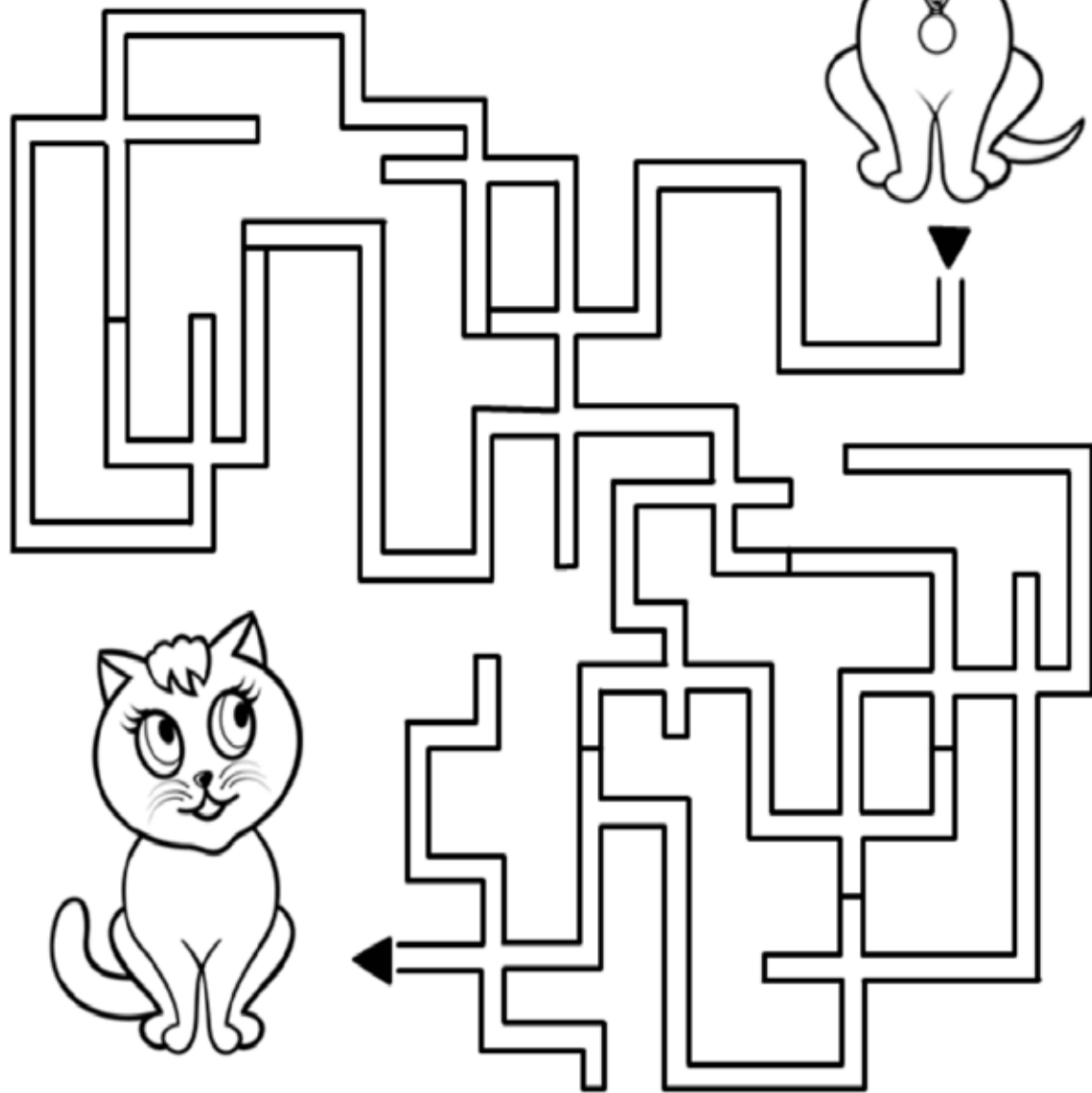
« Et le compte du brigand ! s'écria-t-il. Trois tournées de rhum !... Le diable m'emporte si j'y songeais !... »

Là-dessus il se laisse choir sur un banc en riant aux larmes. J'en fais autant, et notre gaieté est si contagieuse que les murs de la taverne en sont bientôt ébranlés.

« Quel veau marin je fais encore ! dit John Silver quand il put enfin s'arrêter. Je serai bien surpris si nous ne nous entendons pas à merveille, mon cher Hawkins ; car c'est comme mousse qu'on aurait du m'enrôler et non pas comme cuisinier... Mais voyons, voyons ! Il faut en finir. Le devoir avant tout, pas vrai ?... Je prends mon vieux tricorne et nous allons ensemble trouver le capitaine Trelawney, pour lui conter cette affaire... car c'est plus sérieuse qu'on ne le dirait à nous voir, et il faut convenir que ni vous ni moi n'avons brillé dans cette occasion... Vous non plus, ma foi ! Pas de chance, nous deux, pas de chance ! Mais la peste m'étouffe si j'ai autant ri depuis longtemps qu'à propos de ce compte !... »

Et il se remit à rire de si bon cœur,

Le chien doit traverser le labyrinthe pour rejoindre son ami.
Avec ton crayon, indique-lui le chemin à suivre.
Tu pourras ensuite colorier les dessins.



que je dus par politesse partager de nouveau sa gaieté, quoique, à vrai dire, je n'en visse pas bien réellement la cause. Le long des quais, tout en marchant, il se montra le mieux informé et le plus intéressant des causeurs, me nommant les navires, m'expliquant leur voilure, leur tonnage et leurs pavillons, entrant dans des détails infinis sur tous les travaux du port : celui-ci débarquait sa cargaison ; celui-là l'embarquait ; cet autre s'appropriait à appareiller ; et puis une infinité d'anecdotes maritimes et des expressions nautiques qu'il me faisait répéter jusqu'à ce que je me les fusse assimilées. Bref, avant d'arriver à l'hôtel, je m'étais déjà dit plusieurs fois qu'il était impossible de rencontrer un plus charmant compagnon de voyage.

Nous trouvâmes le squire et le docteur en train d'expédier un quart d'ale dans lequel flottait un morceau de pain grillé, avant de se rendre à bord pour inspecter toutes choses.

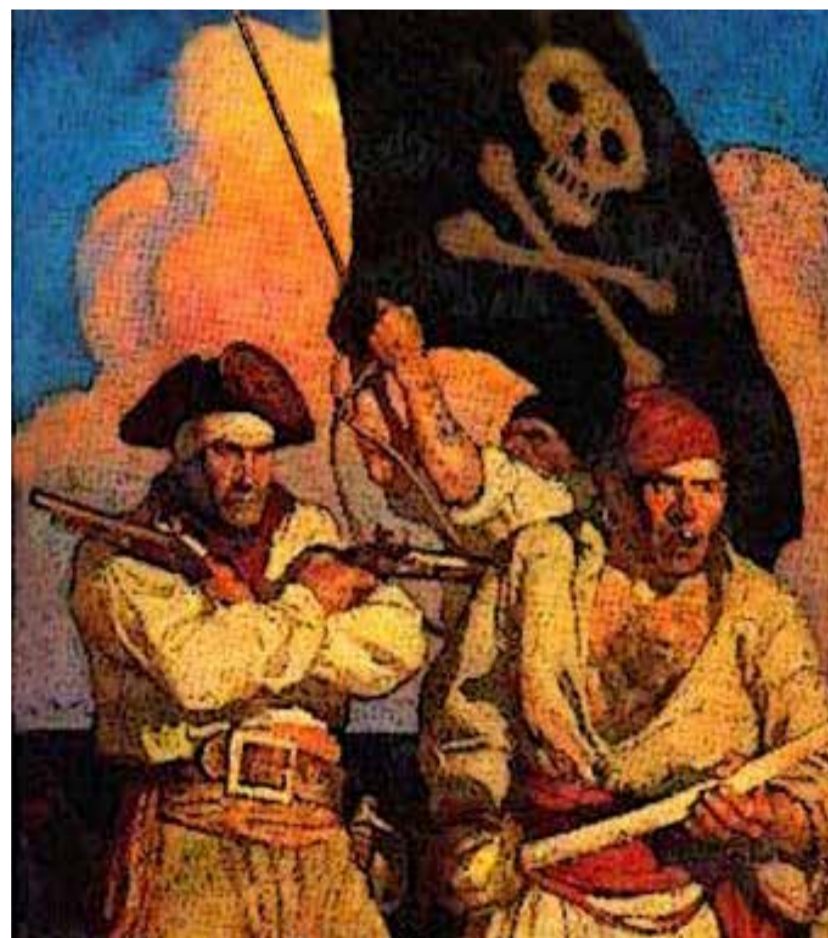
John Silver raconta toute l'histoire avec beaucoup d'animation. Il dit les choses exactement comme elles s'étaient passées.

« C'est bien ainsi, n'est-ce pas, Hawkins ? » répétait-il de temps à autre.

Et je ne pouvais que rendre justice à sa véracité.

Les deux gentlemen regrettèrent vivement que Chien-Noir se fût échappé. Mais quoi ! il n'y avait rien à faire, et il fallait bien s'en consoler. Après avoir reçu les compliments du squire, Long John Silver reprit donc sa béquille et partit.

« Tout le monde à bord à quatre heures précises ! lui cria



M. Trelawney.

– C'est dit, monsieur, répondit le cuisinier.

– Ma foi, squire, reprit le docteur, en général je me défie un peu de vos découvertes, je l'avoue. Mais je suis obligé de convenir que John Silver me revient tout à fait.

– Quand je vous disais que c'est une perle !

– Et maintenant en route !... Jim peut venir à bord avec nous, n'est-ce pas ?

– Je n'y vois aucun inconvénient. Prends ton chapeau, garçon ; nous allons donner un dernier coup d'œil au schooner. »

La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 05 septembre 2022 à 21h10



Doc: Belmondo l'incorrigible

Genre : Société
Durée : 95 mn
Réalisateur : François Levy-Kuentz
Nationalité : France
Année : 2022

Charismatique et débrouillard, séducteur et casse-cou, Jean-Paul Belmondo a toujours joué ses rôles comme il a vécu, à mille à l'heure. Il n'eut qu'une seule passion, de Godard à de Broca, de Lautner à Lelouch : distraire le public par son sourire, son naturel, son énergie, ses cascades...

mardi 06 septembre 2022 à 20h45



Doc: Échappées belles

Genre : Découverte
Durée : 90 mn
Présenté par : Jérôme Pitorin
Nationalité : France

C'est au sultanat d'Oman, terre de légendes et perle du désert arabe que Jérôme Pitorin s'évade cette semaine. Oman brille par sa propre culture et ses diverses traditions. Le sultanat prend soin de ne pas dénaturer ses paysages, et préserve la tranquillité des habitants et leur culture...

mercredi 07 septembre 2022 à 20h55



Film: La villa

Genre : Drame
Durée : 105 mn
Réalisateur : Robert Guédiguian
Nationalité : France
Année : 2017

Dans une calanque abandonnée à l'hiver, Armand, Joseph et Angèle se retrouvent au chevet de leur père, victime d'une attaque qui l'a laissé paralysé et aphasique. Armand tient vaillamment le restaurant ouvrier autrefois géré par ce dernier, tandis que son frère retraité...

jeudi 08 septembre 2022 à 20h35



Doc: Le gang des suricates

Genre : Animalier
Durée : 45 mn
Réalisateur : Virginia Quinn
Nationalité : Etats-Unis

Deux groupes de suricates trouvent leurs marques dans le rude désert du Kalahari. Pour la première fois, ces anciens animaux de compagnie sont confrontés aux réalités de la survie au sein de la nature.

vendredi 09 septembre 2022 à 20h50



Film: Spy Game, jeu d'espions

Genre : Espionnage
Durée : 125 mn
Réalisateur : Tony Scott
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2001

C'est la dernière journée de Nathan Muir à la CIA, avant la retraite. Un bonjour à la secrétaire, les affaires à ranger dans un carton, rien que de très ordinaire. Mais Muir va devoir se la jouer finaud. Tom Bishop, l'un de ses anciens partenaires, vient d'être fait prisonnier en Chine...

samedi 10 septembre 2022 à 20h55



Film: Air Force One

Genre : Action
Durée : 130 mn
Réalisateur : Wolfgang Petersen
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1997

Trois semaines après l'arrestation, par un commando russo-américain, du général Radek qui narguait le pouvoir du Kremlin et sema le trouble au Kazakhstan, le président américain James Marshall est triomphalement accueilli à Moscou. Puis il repart à bord de l'avion spécial...

dimanche 11 septembre 2022 à 20h50

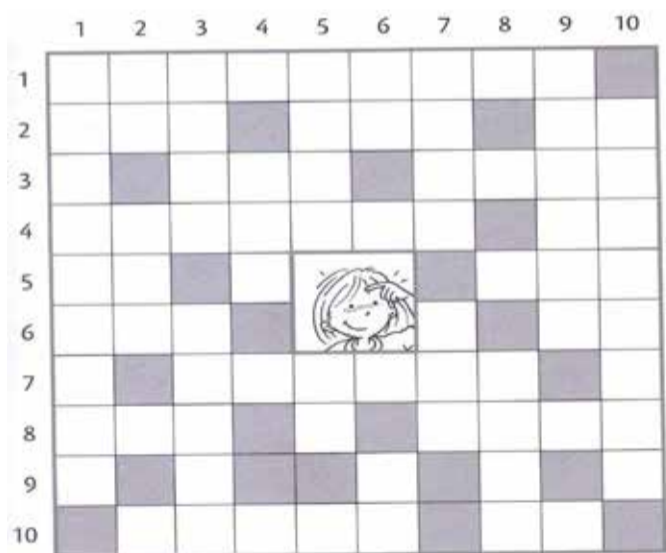


Film: Superdeep

Genre : Thriller
Durée : 120 mn
Réalisateur : Arseny Syuhin
Nationalité : Russie
Année : 2020

En 1984, une équipe se rend sur une base située au cercle Arctique et sous laquelle est creusé un mystérieux tunnel vertical. Celui-ci conduit à une station de recherche secrète enfouie à 12 000 mètres sous terre où des sons étranges ont été entendus. Certaines personnes ont disparu...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

- 1. Petite branche • 2. Allure • Choisi • Consonne double • 3. Plante potagère • Joyeuse • 4. Fait de rincer • Grand saint • 5. Altesse Royale • Beau perroquet • 6. Bus • Dans • 7. Couleur ou fruit • 8. Touché • Enlevée • 10. Entre la jambe et la cuisse • Conifère

VERTICALEMENT

- 1. Amphibien • 2. Du verbe « rire » • Du verbe « aller » • 3. Pays des ayatollah • Couleur • 4. Pas là • 5. Deci, ... • Année • 6. Pronom personnel • Laisse le choix • 7. Pour glisser sur la neige • Moi • 8. Pochette • 9. Qui vient d'un autre pays • 10. Petits oiseaux parfois bleus

Proverbes

« La grenouille ne se fatigue pas dans l'eau »

On habite là où on est heureux.
Proverbe ngbandi, RDC

« Ce qui est encore dans la rivière, n'est pas sauvé de la gueule du crocodile »

Se dit d'un danger constant,
Proverbe bakongo, Congo

« Les proverbes ne tuent pas celui qui les chante »

On ne s'énerve pas à cause d'un proverbe injurieux, on répond par un autre proverbe.
Proverbe bassar, Togo

« La bouche de l'homme le brûle »

Trop parler nuit.
Proverbe bamoun, Cameroun

« Les dents sont toutes amies entre elles »

Les membres d'une famille, d'une communauté doivent être unis, amis entre eux.
Proverbe galla, Éthiopie

« Quand c'est le fleuve qui est plein, il est silencieux »

Les grandes douleurs sont muettes.
Proverbe toucouleur, Sénégal

« La chance n'est pas comme un pagne qu'on met qu'on enlève »

La chance n'arrive pas à tout moment.
Proverbe bateke, Congo

« La panthère n'a pas peur des taches qui sont sur la peau de sa mère »

On fait toujours confiance aux siens.
Proverbe malinké, Sénégal

« Si tu vois une chèvre dans le repaire d'un lion, aie peur d'elle »

Il ne faut pas se fier aux apparences

« La grenouille menace, mais ne va pas au combat »

Trop parler ne conduit pas à l'action.
Proverbe bahumbu, RDC

Mots croisés : Solution du numéro précédent

I M P R I M E R I E
T * A O L * R A T S
A L G U E * E * H *
L I E S S E * L A C
I N * S * * Q I
E * R E * D U R
* L E * R E N I E E
N A U T I Q U E * *
I * N O M * E U E S
E V I T E E S * N I

Irène Emerusenge, la reine de 100 m dans l'interscolaire, 35^{ème} édition

Dans des conditions difficiles, certains jeunes burundais des différents établissements scolaires parviennent à se qualifier dans les championnats interscolaires. Une preuve qu'ils disposent de talent à exploiter. Mais qu'en est-il de leur suivi? Irène Emerusenge nous raconte son parcours

Ceux qui ont suivi la finale de l'athlétisme interscolaire, 35^{ème} édition qui s'est tenue dimanche 8 mai 2022 à Ngozi sur le stade Muremera, l'ont sûrement vu. Elle ne pouvait pas passer inaperçue. Elle s'appelle Irène Emerusenge native de la colline Ruringanizo, commune Rutovu de la province Bururi. Pour elle, courir 100 m n'est que question de secondes.

Depuis deux ans, cette fille qui vient de réussir la 6^{ème} année à l'école fondamentale de Kayaga a découvert son talent dans l'athlétisme. Pendant le cours d'Education Physique et Sport, son titulaire a remarqué sa rapidité exceptionnelle. C'est ainsi que le directeur a commencé à s'intéresser à elle et à l'encourager. Depuis, elle représente son établissement dans les différentes compétitions interscolaires.

Dans les préparatifs pour le championnat interscolaire d'athlétisme, 35^{ème} édition, elle a été sélectionnée au niveau communal, puis au niveau provincial et a fini par se qualifier pour la finale au niveau national. Arrivée à Ngozi, cette fille qui n'avait pas dépassé les frontières de sa province natale au paravant, n'a pas été dépaycée. Elle a fini première sur l'épreuve de 100 mètres dépassant ainsi toutes les cinq autres filles qui étaient en compétition avec elle.



Malgré son jeune âge dans l'athlétisme, Irène Emerusenge a déjà gagné différents prix.

Un long chemin plein d'embûches

Etre athlète au Burundi nécessite une détermination et surtout de ne pas abandonner en cours de route. Emerusenge excelle malgré des conditions difficiles. Ce qui est d'ailleurs le cas pour la plupart de ses collègues. Manquant totalement d'équipements de sport, elle court pieds nus. Pas de régime alimentaire approprié ni beaucoup d'autres kits minimaux que néces-

sité l'athlétisme. Ces jeunes se contentent du peu qu'ils trouvent à leur disposition pour courir.

Tous ces défis ne semblent pas décourager Emerusenge. Malgré son jeune âge dans l'athlétisme, elle a déjà gagné différents prix. D'abord de la part du ministère ayant l'éducation dans ses attributions et ensuite de la part des natifs de sa colline natale. Ce qui lui donne d'ailleurs le courage de ne pas abandonner. « C'est dans l'athlétisme

que j'ai gagné la plus grosse somme d'argent que je n'avais jamais eue au paravant. (Il s'agit d'une enveloppe de 30 mille FBu), sûrement que je gagnerai beaucoup plus dans l'avenir », dit-elle. Cette fille qui n'a dépassé les frontières de sa province natale que lors de la finale des interscolaires qui s'est déroulée à Ngozi se voit déjà dans les couloirs internationaux à l'image de Francine Niyonsaba. Une étape qu'elle espère franchir avec l'aide de Dieu comme elle le fait savoir. Et, pourquoi pas ?

Pourtant, elle ne demande pas trop

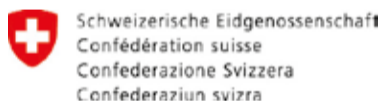
Dans ce long chemin qui part des compétitions interscolaires aux championnats internationaux, cette sprinteuse internationale en gestation a besoin d'un soutien comme elle l'avoue. D'abord, selon elle, elle a besoin d'un coaching. « Tout ce que je fais pour m'entraîner n'émane que de moi. Je ne sais pas si c'est ce qu'il faut faire ou pas. Un coach ou un club d'entraînement me serait d'une grande utilité », fait-elle savoir.

Le ministère ayant l'éducation dans ses attributions organise chaque année des championnats interscolaires. Cela a servi depuis longtemps de pépinière pour pas mal d'athlètes burundais qui fréquentent aujourd'hui les pistes internationales. Car cela permet aux élèves des différents établissements de découvrir leurs potentiels et de les exploiter si, bien sûr, ils ont un coup de main.

Mais qu'en est-il du suivi ? Si Francine Niyonsaba a pu émerger à partir de tels championnats, c'est qu'il y a quelqu'un qui l'a soutenue. Et cela sous-entend qu'il y a plein d'autres « Francine » ou des mieux qu'elle qui sont contraintes d'abandonner l'athlétisme ou d'autres jeux, non pas parce qu'ils n'ont pas le potentiel, mais simplement parce qu'ils n'ont pas de soutien. Et si on n'attendait pas qu'une star soit acclamée au niveau international pour lui dire qu'on est fier d'elle ? Evidemment car, à ce moment-là, la star devient la fierté et l'ami de tout le monde, mais ceux qu'elle garde le plus en tête, sont ceux qui l'ont soutenue lorsqu'elle en avait le plus besoin.

Florence Inyabuntu

ANNONCE



OFFRE DE BOURSES D'EXCELLENCE DE LA CONFEDERATION SUISSE POUR L'ANNEE ACADEMIQUE 2023-2024

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Bureau de la coopération suisse Grands Lacs - Burundi

Le Bureau de la coopération suisse et agence consulaire au Burundi a l'honneur d'informer les étudiants que la Confédération Suisse offre un nombre limité de bourses d'excellence pour l'année académique 2023 - 2024.

I. Les bourses sont offertes aux étudiants burundais pour un stage de recherche, un doctorat ou des recherches postdoctorales d'un an (ou trois ans pour un doctorat) dans une université suisse, à l'exception des bourses artistiques.

II. La limite d'âge est de 35 ans, sauf pour les recherches postdoctorales. Le gouvernement suisse n'offre pas de bourses pour des études «undergraduate» et «master» aux étudiants d'Afrique de l'Est.

III. Les étudiants intéressés peuvent visiter le site web :

<https://www.sbf.admin.ch/sbf/en/home/education/scholarships-and-grants/swiss-government-excellence-scholarships/continents/africa.html>

[1], ouvrir la liste des pays et sélectionnez leur pays d'origine en fonction de leur passeport pour télécharger le dossier de candidature et obtenir des informations complémentaires.

IV. Des informations supplémentaires sur les études en suisse sont disponibles sur les sites web suivants :

www.studyinswitzerland.plus [2]

www.swissuniversities.ch [3]

V. Les candidats sont priés de soumettre 2 jeux de documents de candidature à l'Ambassade de suisse, Rosslyn Green Drive, Nairobi, Kenya, à l'adresse mail : nairobi.scholarships@eda.admin.ch pour demander le dossier d'application complet au format électronique avant le 15 novembre 2022.